

être de l'enfance et de la famille est trop faible, et je suis d'avis que le général McNaughton qui, tout le monde le sait, a été le conseiller extraordinaire de l'ex-premier ministre (M. Bennett) et à qui revient la responsabilité de la plupart des bêtises commises par le régime précédent pendant les cinq dernières années, devrait être renvoyé immédiatement au ministère de la Défense nationale et mis à la retraite au minimum de pension, ce qui permettrait d'augmenter de beaucoup ce crédit.

Il serait bien préférable de renvoyer sur-le-champ le général McNaughton au ministère de la Défense nationale où il n'a pas même un pied ou un orteil, mais seulement l'ongle du petit orteil. De la sorte, le Gouvernement pourrait disposer d'une somme de \$4,500 qu'il pourrait affecter au bien-être de l'enfance et de la famille, ce qui serait dans l'intérêt public. C'est une honte, monsieur le président, que de voir cet homme jouir de tels privilèges lorsqu'il mériterait d'être condamné et puni pour avoir mal conseillé, pendant cinq ans, le régime précédent. Je suis fortement opposé à la bureaucratie, je réprouve de toutes des forces l'octroi de pareilles faveurs. Cet homme devrait s'en retourner là où il était auparavant. Il n'a pas qualité pour occuper le poste de président du Conseil national de recherches, parce que, entre autres choses, ce Conseil doit effectuer des travaux de recherches sur la chimie, et cet homme n'est pas expert en cette science. Il a enseigné la physique à Montréal il y a longtemps, mais il a tout oublié ce qu'il savait alors; cependant, le voici au poste de président de cet organisme si important. Monsieur le président, je le répète, la première chose à faire, c'est de renvoyer le général McNaughton au ministère de la Défense nationale, où il a tout juste l'ongle de son petit orteil, et le mettre à la retraite sans tarder, après quoi on pourra agir de la même façon à l'égard du colonel Steel de la Commission de radiodiffusion.

Je me rappelle, monsieur le président, que vous avez vous-même soulevé cette question dans cette enceinte l'an dernier, mais sans obtenir de réponse satisfaisante de l'ancien gouvernement; je n'ai pas été plus heureux moi-même bien que nous ayons tout fait pour le crucifier au sujet de ce scandale inouï. C'est une honte, monsieur le président. Comment se fait-il que la chose n'ait pas été réglée depuis le 14 octobre. C'est une honte, dis-je. C'est une honte également dans le cas du colonel Steel de la Commission de la radiodiffusion, cet homme qui jouait le rôle de conseiller extraordinaire de M. Herridge chaque fois que celui-ci était de passage à Ottawa.

[M. Pouliot.]

Voici donc ces deux merveilleux conseillers, l'un auprès de l'ex-ministre du Canada à Washington et l'autre auprès de l'ex-premier ministre, et parce qu'il est cousin au sixième degré d'un dixième cousin qui est un libéral, il continue de jouir d'un pareil privilège. Encore une fois, c'est une honte. Tout parti devrait adopter comme première règle de conduite "justice égale pour tous."

Le PRESIDENT: A l'ordre. L'honorable député s'écarte de la question en délibération et je le prie de s'en tenir à la discussion du crédit qu'étudie en ce moment le comité.

M. POULIOT: Monsieur le président, je livre bataille pour la même cause que vous et moi avons défendue ensemble l'an dernier.

Le PRESIDENT: L'honorable député est tout à fait à côté de la question. Je le prie donc de s'en tenir au crédit à l'étude.

M. HEAPS: Il n'y a pas eu de bataille l'an dernier.

M. POULIOT: Il n'y a pas eu de bataille? Il n'y avait pas de général?

Le très hon. M. BENNETT: Monsieur le président, je regrette d'intervenir, mais je crois qu'en toute justice pour un absent...

M. POULIOT: Il a surtout des absences.

Le très hon. M. BENNETT: Je dois au moins faire quelques remarques. Puisque vous avez permis à l'honorable député de parler comme il l'a fait, je dois avoir la permission de lui répondre. Durant les cinq ans où j'ai été au pouvoir, sauf à l'époque de la conférence impériale d'Ottawa, je ne crois pas que j'aie parlé d'affaires publiques avec le général McNaughton une fois par mois en moyenne. Dernièrement, j'entendais parler de rumeurs à l'effet que j'étais constamment en communication avec le général McNaughton. Celui-ci était chef de l'état-major. En cette qualité, il n'avait pas à me rendre compte de ses actes autrement que les autres fonctionnaires. Il a entrepris d'organiser les camps de chômeurs célibataires dans les diverses provinces, par l'entremise du ministère du Travail. Il répondait à mon appel chaque fois que je le faisais venir, mais je l'ai vu très rarement. Je ne communiquais pas avec lui autrement, si ce n'est par téléphone quelquefois. Pour indiquer jusqu'où peuvent aller ces histoires fantaisistes, notons que des gens ont raconté qu'un téléphone particulier reliait mon bureau à celui du général McNaughton.

Le général McNaughton a été le diplômé le plus distingué de l'université McGill, à l'exception d'un autre qui était *ex-aequo* avec lui. A une seule exception près, personne n'a